

Au sujet du grand rassemblement de l'association « Vie et lumière », je tiens à dire d'abord que ma réaction, et celles de mes collègues élus, ne sont nullement dirigées contre cette association, ni contre les « gens du voyage », que nous connaissons et qui doivent pouvoir faire leur pèlerinage et vivre leur religion dans de bonnes conditions.

Je tiens aussi à dire qu'aucune ville et qu'aucune agglomération de France ne font plus que les communes de Nevoy (1 200 habitants) et que le Giennois, puisque depuis de nombreuses années, ils accueillent pour la Pentecôte, pendant près d'un mois, entre sept mille et dix mille caravanes. Et que les élus de Nevoy et du Giennois s'impliquent pleinement pour que tout se passe au mieux. Que les « donneurs de leçons » en fassent autant !

Cela étant dit, je tiens à déplorer vivement le fait que l'État n'ait pas respecté ses engagements.

Il y a cinq ans, nous avons obtenu des Premier ministre et ministre de l'Intérieur de l'époque que le second pèlerinage de l'année, au mois d'août, aurait lieu désormais chaque année sur un terrain de l'État, mis à disposition par celui-ci. Cet engagement pris devant les parlementaires et les élus, oralement et par écrit, a été strictement respecté chaque année jusqu'en 2018 inclus.

Cette année, j'ai pris contact avec le ministère de l'Intérieur en mars et avril. À mon initiative, nous avons été reçus – parlementaires et élus locaux – à Matignon en mai. Le même engagement a été réitéré, sans la moindre ambiguïté.

Mi-juillet, un terrain a été annoncé dans la Marne. J'en ai remercié le Premier ministre au Sénat le 18 juillet. Il m'a été confirmé que tout était réglé. Or les représentants de « Vie et lumière » ont constaté sur place le 19 juillet que le terrain était « impraticable. » À la suite de quoi je multiplie les appels téléphoniques auprès des différents hauts responsables de Matignon. Entendant des versions différentes, j'appelle le préfet de la Marne qui m'expose, avec force détails, que le terrain est véritablement impraticable. Je m'étonne qu'entre le mois de mai et le 19 juillet, personne à Matignon ou ailleurs ne se soit enquis d'aller sur place, avec les responsables de « Vie et lumière », pour s'assurer que ce terrain de la Marne, qui était enfin proposé, était bien praticable ! Cela me paraît incompréhensible.

Les trois sénateurs du Loiret et le député de la circonscription contactent le Premier ministre le mardi 24 juillet à la faveur des questions d'actualité. Le mercredi soir, Edouard Philippe charge le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, de « trouver une solution. » Je téléphone le 25 au directeur-adjoint du cabinet du ministre de l'Intérieur qui me dit que contact va être pris avec Florence Parly, ministre des Armées, pour « trouver une solution. » Le lendemain, le même ministère m'annonce qu'il n'y a pas de solution. Le vendredi 26, je multiplie les contacts avec Matignon. Sans succès. J'expose qu'il n'est pas possible que les ministres « se renvoient la balle » et que puisqu'il y a un engagement ferme, solennel et public de l'État, il revient au chef du gouvernement de veiller à son application effective.

Et puis j'arrête. Je vois que la cause est perdue. Et que personne ne veut prendre de décision pour respecter l'engagement pris.

Il me reste à déplorer ce qui est une véritable INCURIE de l'État.

Jean-Pierre Sueur